

## BONNES FEUILLES

## Et Sarkozy vira le préfet Schott !

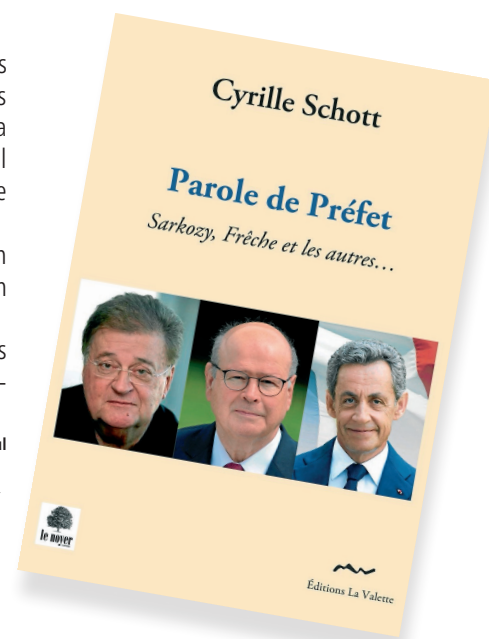
C'est un livre-témoignage qui fera son petit effet à Montpellier lors de sa parution, annoncée pour la mi-septembre ! Cyrille Schott, préfet du Languedoc-Roussillon de juillet 2007 à janvier 2009, aujourd'hui retiré chez lui en Alsace, y raconte par le menu — et sans autocensure — ses dix-huit mois passés ici, jusqu'à son brutal limogeage. L'ouvrage présente un triple intérêt. **Primo**, il nous fait pénétrer dans la vraie vie d'un préfet, personnage mystérieux aux yeux du citoyen lambda, considéré à Paris comme un simple "délégué" du gouvernement mais doté localement de pouvoirs énormes. Schott raconte tout, d'une écriture alerte — y compris son tête-à-tête avec Carla Bruni ! — et lève le voile sur la façon dont se prennent les grandes décisions qui façonnent notre quotidien.

**Ensuite**, il dresse un portrait plus vrai que nature de Georges Frêche, dont on commémorera le 24 octobre prochain les dix ans de la disparition. L'élus montpelliérain est alors au summum de sa puissance : président de la Région, président de l'Agglomération, il régente tout et le préfet Schott, sur ses gardes au début, découvre peu à peu le bâtisseur, sa redoutable énergie, ses failles aussi... **Enfin**, l'ouvrage jette un éclairage cru sur les mœurs politiques en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. D'aucuns, à gauche comme à droite, en prennent pour leur grade. Savoureux !

*La Gazette* publie cette semaine, en avant-première, les bonnes feuilles de *Parole de préfet: Frêche, Sarkozy et les autres\**. Puis viendra, fin octobre, le temps des rencontres et des dédicaces.

Valérie Toboul

\* "Parole de préfet" aux éditions La Valette-Le Noyer, 288 pages, 20 €.



## Promu, chez Frêche !

Le jour se prolonge et je travaille dans mon bureau à la préfecture de Caen, en ce mardi 19 juin 2007. Il est 20h30. Le Conseil des ministres siège demain. Le Rimbaud, le téléphone reliant les hautes autorités de la République, sonne. Bernadette Malgorn, la collègue secrétaire générale du ministère de l'Intérieur, me parle : "Salut Cyrille, le Conseil des ministres va s'intéresser à toi demain. Tu es nommé à Montpellier." L'annonce est laconique. La nouvelle est bonne. Je suis promu.

Le Languedoc-Roussillon est l'une de nos grandes régions, plus importante, par sa population et le nombre de ses départements, que la Basse-Normandie. Je vais quitter celle-ci après deux années et demie passionnantes. Travailler avec Georges Frêche ne va pas de soi. Je songe aux combats que mon anté-prédécesseur Francis Idrac a dû mener contre lui pour faire respecter la règle de droit, à l'écho donné par la presse nationale à leurs empoignades, le préfet y gagnant l'image d'un défenseur de la Loi. Un vrai défi ! La rumeur disait, depuis un moment, que j'allais partir. Elle avait raison.

## Un placard pour Mitterrand

J'informe Anne-Marie, ma compagne, de la nouvelle aventure qui se dessine. Elle apprécie, comme moi, la promotion. Nous nous interrogeons cependant. N'y a-t-il pas quelque malice du gouvernement à m'envoyer chez ce "fou" de Frêche ? Son dérapage verbal, en 2006, sur les harkis, "Vous êtes des sous-hommes !", nous avait choqués. Il est vrai que nous avons été plus dubitatifs sur l'interprétation raciste donnée par les médias à sa sortie, la même année, sur l'équipe de France de football, car, s'il avait dit : "Dans cette équipe, il y a neuf Blacks sur onze, la

normalité serait qu'il y en ait trois ou quatre...". Il avait ajouté : "S'il y en a autant, c'est que les Blancs sont nuls."

Toujours est-il que personne ne semble à l'abri de ses saillies. Comment accueillera-t-il l'ancien collaborateur de François Mitterrand que je suis ? N'avait-il pas baptisé, lors de son accession à la présidence de la Région en 2004, un réduit sans fenêtre du nom de François Mitterrand tandis qu'il dédiait une noble et vaste salle à Charles de Gaulle ? Je n'ai guère aimé non plus

la volonté de ce "grand féodal" de donner à la région le nom de Septimanie, lié au règne wisigothique du VI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la fin de l'Empire romain, époque que l'on qualifiait jusqu'il y a peu de "barbare". Oui, maintes questions assaillent mon esprit au sujet de cette promotion dans ce Midi réputé rétif à l'autorité de l'État. Elles le réjouissent également, car les rencontres à venir comporteront sûrement leur part de défi créateur, l'un des intérêts de mon métier. Joie et perplexité se mêlent en moi. ✕

Le préfet Cyrille Schott en tenue d'apparat lors de son arrivée à Montpellier en juillet 2007. Il a alors 57 ans.



PHOTO ANDRÉ HAMPARTZOUJIAN

# Débarqué, par Sarkozy !

“ Claude Guéant, mon collègue, secrétaire général de l'Élysée, me téléphone le mercredi 7 mai 2008 : “Cyrille, je connais la difficulté de ta tâche, mais le Président m'a demandé de t'appeler... On te dit trop proche de Frêche... On a évoqué Maera, la grande agglomération... Fais attention aux parlementaires héraultais de la majorité, reçois-les, chouchoute-les...”

Je réagis paisiblement, en avançant toutefois promptement quelques arguments : “Je ne peux nier que Frêche dit du bien de moi. Il n'est d'ailleurs pas le seul. Cela dit, je n'ai jamais fait preuve à son égard de la moindre faiblesse dans la représentation de l'État. Maintenant, il est vrai que nous avons fait avancer ensemble de grands dossiers. Pour Maera, je suis un peu étonné. Frêche avait refusé de raccorder les tuyaux déjà posés de Palavas à la station d'épuration Maera de l'agglomération quand cette commune s'était retirée, il y a quelques années, de l'agglomération. C'était absurde. Frêche a fait une ouverture et j'ai mis tout le monde autour de la table, encouragé d'ailleurs par le ministère de l'Écologie de Borloo, qui en a assez, à juste titre, des amendes que nous devons payer à Bruxelles à cause de nos systèmes d'épuration qui ne sont pas aux normes. Cela a été dur, mais je suis parvenu à mettre tout le monde d'accord et j'ai eu les remerciements de tout le monde, en particulier de Jeanjean, le maire de Palavas et président départemental de l'UMP... Enfin, j'ai bien noté le message.” (...)

## Sept mois plus tard, le limogeage

Ça y est ! Voici le coup de fil porteur du coup de grâce ! Michel Delpuech, le directeur de cabinet d'Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, me notifie, le samedi 6 décembre 2008 à 10h35, mon débarquement. Son propos est sobre et ramassé : “Cyrille... Hum... Voilà, compte tenu des rapports anciens entre nous, je suis ennuyé... Tu seras remplacé au prochain Conseil des ministres... On n'a pas voulu que tu sois sans rien. On te propose d'être nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes... Il faudrait que tu me donnes ton accord.” Le “discours” dépasse toutefois en amplitude celui tenu pour ma nomination à Montpellier. Le limogeage revêt plus de forme, juste un peu plus, que la promotion... Il est vrai aussi que la mission de mon collègue Delpuech a dû lui être désagréable. Je lui ai demandé un petit délai avant de donner ma réponse pour la Cour des comptes. Je suis viré. On me propose d'être conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes. Rien d'extraordinaire ! Mais bon, c'est une autre vie qui va commencer.

Je trouve que c'est injuste, car j'ai beaucoup travaillé ici, fait avancer les dossiers... C'est injuste, mais c'est la règle du jeu. Je la connais. Elle est rude et rien ne sert de jérémyer. Réflexion faite, à la colère et à la tristesse d'abandonner une mission passionnante et, je le crois, utile au Languedoc-Roussillon, se mêle doucement l'excitation d'un nouveau défi dans l'un des grands

**“Je suis viré. Je trouve que c'est injuste... mais bon, c'est la règle du jeu, rien ne sert de jérémyer.”**



Mercredi 14 janvier 2009, dans les salons de la préfecture, Cyrille Schott prononce son discours d'adieu.

corps de la République et d'un retour à Paris. Par ailleurs, arrivé au point où j'en suis, je n'ai pas l'idée d'abandonner le service de l'État, dans lequel je me suis engagé avec foi et que j'ai toujours considéré comme noble. Je rappelle dans la journée Delpuech pour lui donner mon accord à une nomination à la Cour des comptes (...)

Mes filles sont à la fois peinées et en colère contre Sarkozy. Elles ressentent comme une injustice ce qui m'est fait. Arnaud, mon fils aîné, qui est à Paris, n'a pu se joindre à nous, mais, comme ses sœurs, il m'a apporté son chaleureux réconfort dès qu'il a connu mon débarquement. J'ai hâte désormais de quitter Montpellier. Le ministère de l'Intérieur, quant à lui, ne semble pas pressé. La date prévue pour mon remplacement serait le 19 janvier. Entre le Conseil des ministres du mercredi 10 décembre et la prise de fonctions de mon successeur, plus de cinq semaines et demie s'écouleront effectivement. Des raisons, outre celles évoquées initialement, sont cherchées à mon départ.

## La recherche d'explications

Dans de courts papiers, ici et là dans la presse, on évoque des chefs de service qui se seraient mal entendus avec moi, des ministres – Marleix, Novelli, Dati – à qui je n'aurais pas plu. Domergue (député UMP de Montpellier) répète : “Ce n'est pas moi”, en soutenant toutefois que j'aurais été victime de mon “laxisme” à l'égard de la Région dirigée par Frêche et de ma gestion de certains dossiers comme le doublement de l'A9 et la décharge de Fabrègues. En parlant de mon successeur, il rêve d'un retour au temps ancien : “Nous allons bénéficier de la venue

d'un grand préfet... Ce sera un préfet de la trempe de Francis Idrac, un préfet de combat.” Le député Lecou, lui, avoue sa satisfaction de me voir partir : “Je ne pleure pas son départ, et chacun sait que plusieurs parlementaires souhaitaient son remplacement.”

La Gazette dévoile à ses lecteurs “le plan secret de l'UMP” pour faire élire Raymond Couderc, le sénateur-maire de Béziers, à la présidence de la Région. Dans “Le scénario rêvé à l'UMP” en cinq points, j'occupe le deuxième : “Deux : on dégage

## Mandroux et les lampadaires

“ Je conviens avec Frêche d'entreprendre une tournée régionale, pour exposer dans chacun des cinq départements le nouveau programme des aides européennes. Il s'agit aussi de lever un certain nombre d'appréhensions, hélas pas toutes infondées, quant à la difficulté de “monter” un dossier conforme aux exigences formelles des services de la Commission.

Entre le 23 et le 28 avril 2008, en l'espace d'une petite semaine, nous présidons, devant un parterre de plusieurs centaines d'auditeurs à chaque fois, des rencontres appelées “@Europe et territoires”, successivement à Perpignan le 22, Nîmes le 23, Montpellier le 25 et Carcassonne le 28 avril. Enfin, le 6 mai, nous achevons ce cycle à Mende (...)

Frêche, de bonne humeur, ne peut réprimer les bons mots. À Perpignan, il parle de la Catalogne : “Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Pour Barcelone, Montpellier n'est qu'un écart, Perpignan un hameau !”

À Nîmes, il se lance, avec son chantant accent méridional, dans l'évaluation d'Hélène Mandroux, qu'il a choisie pour le remplacer à la mairie de Montpellier : “Ma successeuse est une maire formidable ! Elle répare les trottoirs et change les lampadaires !” L'effet est assuré : la salle est pliée en quatre de rire.

Au déjeuner, je lui fais reproche de cette saillie : “Vous croyez que c'était intelligent de dire ce que vous avez dit. Vos paroles vont être rapportées à la mairie de Montpellier, ce qui ne va qu'alourdir vos rapports déjà assez compliqués !” Frêche se contente de rire, pas mécontent de son comportement de mauvais garnement, qui l'a conduit cependant à être blessant. ☺

...  
le préfet Schott, pas assez politique, trop laxiste envers la Région." C'est fait !

Georges Frêche me salue comme un "préfet républicain". Dans l'entretien du nouvel an avec le *Midi Libre*, il commente ainsi mon départ : "Ce sont les députés UMP, sauf Grand, qui s'en sont occupés. Ils ont eu tort. Je regrette cet acharnement et cette attitude antirépublicaine. Un préfet n'est pas aux ordres des députés. Et c'est faux de dire qu'il m'a tout cédé..." (...)

Peu avant Noël, je reçois à déjeuner Pierre Serre, le directeur de *La Gazette*, qui souhaite s'entretenir avec moi de mon bilan. (...) Au cours de ce déjeuner, j'apprends qu'une rumeur aurait circulé selon laquelle je serais parti en vacances avec Frêche, ce qui est faux. Serre recense quatre élus, "la bande des quatre", qui n'auraient cessé de se plaindre de moi en haut lieu : Jacques Domergue, Robert Lecou, Alphonse Cacciaguerra, le maire de Saint-Clément-de-Rivière, et Stéphan Rossignol, le maire de La Grande-Motte. À cette liste peut être ajouté, sans crainte d'erreur, Alain Marleix.

#### Un maire anti-HLM

Si Domergue et Lecou ont généralement été cités comme auteurs de mon "débarquement", Rossignol ne l'a guère été. Pourtant, il m'a nui. Je sais de source sûre qu'après les élections municipales, au déjeuner de Nicolas Sarkozy avec les nouveaux maires UMP, il m'a critiqué d'abondance alors qu'il n'avait pas encore eu le moindre contact avec moi. Plus récemment, lors d'une inauguration à laquelle Jean-Baptiste Milcamp m'a représenté, il a interpellé celui-ci : "Mais quand va-t-il partir ? Marleix m'a dit qu'il serait changé bientôt. Il fait l'unanimité contre lui..." Le même Rossignol, au pot de départ de Milcamp le 11 décembre, n'a pas hésité, les larmes dans les yeux, à me dire son regret de me voir partir. "Pas vous !", lui ai-je lancé, en lui disant que j'étais au courant de ses paroles contre moi. Il m'a juré que désormais il m'appréciait.

Avec Cacciaguerra, j'ai eu deux sujets de désaccord. Le premier concernait le plan de prévention des risques d'incendies de forêt, auquel il s'était opposé, car interdisant la construction sur un vaste domaine boisé possédé par une riche propriétaire. Le second, déjà évoqué, avait trait à la construction de logements sociaux, ce maire refusant de respecter les obligations légales. Il s'est plaint de moi au ministère de l'Intérieur, spécialement auprès de Marleix. *La Gazette* du 22 janvier affiche sa photo en première page, surmontée de ce titre "Saint-Clément-de-Rivière - Cet homme qui ne veut pas de HLM dans sa commune", et livre le contenu d'une vaste enquête à ce sujet. Des journaux nationaux vont de même critiquer sa municipalité comme l'une des plus récalcitrantes en France à appliquer la loi.

#### "L'ordre est venu d'en haut"

Dans son analyse, *La Gazette* rapporte un contact établi avec le ministère de l'Intérieur au sujet de mon éviction. Un haut responsable a répondu : "L'ordre est venu d'en haut." Ma révocation a été décidée par Sarkozy lui-même. Parce que quelques parlementaires, un maire, espoir montant de l'UMP, ont émis à mon

encontre des critiques d'ordre strictement politique. Dans mon journal personnel, je dissèque l'acte d'autorité de Sarkozy : "Il signifie qu'il est le chef suprême et décide souverainement du sort des grands fonctionnaires. Selon sa sensibilité ou son caprice ! Après les préfets Boucaut et Lemas, je suis le troisième exemple qui est fait. Les collègues ont intérêt à être extrêmement attentifs au moindre signe ou froncement de sourcils émanant du « Château ». Il faut être bien en cour ou ne plus être ! (...) Tremblez, préfets, rampez, n'ayez qu'un souci : aimer le chef suprême, plaire au chef suprême ! Et si, de surcroît, vous parvenez à bien servir la France, tant mieux !"

#### "Frêche, vous êtes un bâtisseur"

À la réception d'adieu au personnel de la préfecture et des sous-préfectures, le mardi 13 janvier, Patrice Latron, le secrétaire général, me rend un bel hommage, auquel je répons, en remerciant les uns et les autres pour l'aide qu'ils m'ont apportée. J'ai droit à des applaudissements nourris. Le matin du mercredi 14 janvier, le Conseil des ministres me nomme enfin conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes. L'après-midi, la réception des vœux est en même temps

celle de mon départ. Les grands élus, de droite comme de gauche, sont là. Georges Frêche et Jacques Blanc, ces vieux ennemis politiques, se présentent ensemble à l'entrée des salons, l'un

## IL A DIT...

**"Sarkozy signifie qu'il est le chef suprême et décide souverainement du sort des grands fonctionnaires. Selon sa sensibilité ou son caprice ! (...) Les collègues ont intérêt à être extrêmement attentifs au moindre signe ou froncement de sourcils émanant du « Château ». Il faut être bien en cour ou ne plus être ! (...) Tremblez préfets, rampez, n'ayez qu'un souci : aimer le chef suprême, plaire au chef suprême !"**

Cyrille Schott (chapeau), préfet de terrain : "Avec Frêche, la liste est longue de nos entreprises communes."

venant d'un côté par la voie de l'ascenseur, le second de l'autre par la montée de l'escalier. Ils se rejoignent autour de moi. Une dernière fois, je peux tenir le rôle du préfet "rassembleur". Les salons préfectoraux sont pleins. (...)

Dans mon allocution, j'expose les convictions qui m'animent et je remercie tous ceux avec qui j'ai travaillé. Je n'oublie pas Frêche dans ces remerciements : "Vous êtes un partenaire incontournable du préfet de Région, et si vous et lui ne vous entendez pas, les dossiers s'enlisent. Si vous vous entendez, au besoin à l'issue de débats pas forcément faciles, les dossiers avancent. Je crois que nous avons su trouver cette entente, dans le souci du bien commun et dans le respect de ce que représente chacun, moi le gouvernement, vous une assemblée d'opposition. Je me souviens de quelques actions que nous avons conduites ensemble avec succès et qui concernent, par exemple, les trains à grande vitesse, l'opération Campus, l'établissement public foncier, le projet Jérémie, le raccordement de Palavas-les-Flots à la station Maera — et là, vous me permettrez également un salut amical à Monsieur Jeanjean, le maire de cette commune —, la régénération ferroviaire, le lancement efficace des fonds européens, etc. La liste est longue de nos entreprises communes, dans lesquelles j'ai toujours mis en œuvre les directives présidentielles et gouvernementales. Je crois que certains m'ont reproché ces entreprises communes, mais bon, vous êtes un bâtisseur et je crois l'être aussi. Alors nous avons fait avancer la construction et laissé dire... Vous n'êtes pas toujours parfait, pas plus que je ne le suis, ou que ne le sont certains commentateurs, mais je garderai le souvenir d'un président de Région animé d'une véritable passion pour le développement du Languedoc-Roussillon et n'hésitant pas à s'engager résolument, et sans atermoiements inutiles, dans les projets porteurs d'avenir."

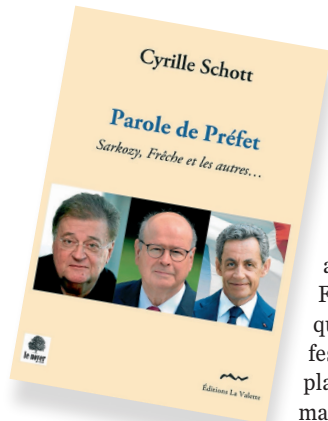
#### "Les assassins sont parmi nous !"

Je remercie également ceux qui ont favorisé mon départ et ma "promotion" dans la capitale. À la fin, je suis salué par des salves d'applaudissements qui n'en finissent pas. Alors s'élève de l'assemblée une voix grave et puissante : "Vive la République ! Vive le préfet Schott ! À bas les minus ! Vous avez vu : les assassins sont au premier rang ! À bas les minus ! Les assassins sont parmi nous ! À bas les assassins !" C'est Georges Frêche ! Quelques élus de la majorité s'émeuvent. Je suis touché par cette tonitruante marque d'affection, mais, fidèle à ma mission, souriant, j'arrête du haut de la tribune tout épanchement et invite les uns et les autres à passer aux choses sérieuses, au "pot de l'amitié".

*L'Hérault du jour* donne le titre suivant à son article rendant compte de la réception : "Une ovation significative", et l'introduit ainsi : "Cyrille Schott, qui n'a passé que dix-huit mois en Languedoc-Roussillon, restera dans les mémoires pour son action et son... éviction." *Montpellier Plus*, renonçant à ses titres fracassants, me fait un adieu presque intime en langue d'oc : "Adiou lou préfet". Quant à *La Gazette*, elle publie un article plein d'allant et d'humour titré : "Ma soirée chez le préfet : 'Les assassins sont parmi nous !'" Cet étonnant, émouvant et magnifique texte clôt mon parcours de préfet territorial. Je vais l'encadrer pour le fixer au mur de mon séjour parisien... ✘



## Frêche et les louanges de Staline



“ Georges Frêche a une prédilection pour les courants de pensée de l'histoire contemporaine, spécialement le socialisme, et ses grands hommes.

L'inauguration de la Foire internationale de Montpellier, en octobre 2007, a fixé dans ma mémoire l'échange avec Frêche, au temps des discours, plus que celui avec la quarantaine de manifestants de Fabrègues (opposés à l'implantation d'une décharge au pied du massif de la Gardiole). La Russie est l'invitée d'honneur. Quand Frêche parle, il

dessine une fresque impressionnante, peuplée d'images parfois saisissantes, de ce gigantesque pays. Il en décrit la puissance, le formidable combat des armées soviétiques contre Hitler. Il en vient, avec de modestes précautions, à chanter les louanges de Staline, certes sanguinaire, mais si décisif dans la victoire contre le nazisme, par ailleurs si cultivé et poète. Le public écoute debout pendant trois quarts d'heure son "cours", mêlé de fulgurances, sur l'empire russe et "la sainte Russie bolchevique".

**Je trouve fort de café** son panégyrique de Staline, même si je partage certaines de ses analyses, comme le tournant que la bataille de Stalingrad donna à la guerre et la part cruciale que l'Union soviétique prit dans la défaite de l'Allemagne nazie. (...) En octobre 2008 paraît en France le livre de Simon Sebag Montefiore, *Le Jeune Staline*. Peignant le portrait d'un braqueur et d'un meurtrier sur commande, qui savait aussi se faire Don Juan ou poète, il suscite l'intérêt de la presse... et de Frêche, qui me l'envoie. Je l'en remercie et, pour ne pas être en reste, lui adresse *Vie et destin* de Vassili Grossman, un roman majeur du XX<sup>e</sup> siècle, qui, tel un fleuve puissant, englutit le lecteur autour de la bataille de Stalingrad, dans les horreurs des deux totalitarismes, le stalinien et le nazi, face auxquels la "petite bonté", la simple bonté à hauteur d'homme, pouvait seule sauver les êtres. Frêche m'entretient à plusieurs reprises de son idée de consacrer une place de Montpellier aux grands hommes du XX<sup>e</sup> siècle, Staline entrant dans son panthéon. Je ne lui cache pas mon désaccord, jusqu'à le provoquer un jour au déjeuner: "Si vous adoubez Staline, tant que vous y êtes, n'oubliez pas qu'il y a un autre homme qui a marqué de façon extraordinaire l'histoire de notre continent au XX<sup>e</sup> siècle... Hitler!" J'ai quitté Montpellier lorsqu'il va statuer, en septembre 2010, Lénine, de Gaulle, Churchill, Roosevelt et Jaurès, sur une place baptisée du XX<sup>e</sup>-siècle. La mort lui interdira l'étape suivante, avec les statues de Mao, Golda Meir, Mandela, Nasser et Gandhi. Pas de Staline...

**Différences.** Nous sommes loin d'être toujours en désaccord. Je me souviens d'une conversation, un midi à table, avec lui et son directeur de cabinet, Frédéric Bort. Si j'abhorre le totalitarisme et ses incarnations, je me sens en communion d'idées avec lui quant aux différences essentielles entre la théorie du communisme et celle du nazisme. La première affirme l'égalité fondamentale des êtres humains et veut construire, en son stade ultime, une société où chacun recevra selon ses besoins. La seconde affirme l'inégalité fondamentale des êtres humains, classant ceux-ci, par le pur hasard de leur naissance, dans la race des maîtres, celle des Aryens, ou bien dans les races des dominés, comme les Slaves, destinées à l'asservissement, ou encore dans les races des êtres voués à l'élimination, comme les juifs et les Tsiganes. Si les deux idéologies ont généré des totalitarismes aux caractères similaires, un fossé infranchissable n'en sépare pas moins leurs fondements théoriques. ✘

© Les éditions La Valette- Le Noyer



## Stade de foot: l'hypothèse Saporta!

➤ **LE FUTUR STADE DE FOOT** voulu par la famille Nicollin est, pour l'instant, un équipement très voyageur. Après avoir été évoqué à Cambacères, puis à Ode, enfin à Odysseum, il pourrait finalement voir le jour près du mas de Saporta à Lattes, entre l'A9 et l'A709. Ce site avait été évoqué en mai 2016 mais il avait été abandonné, notamment à cause du rafraîchissement des relations entre Philippe Saurel et Cyril Meunier, maire de Lattes.

- Saurel et les Nicollin s'étaient alors mis d'accord pour le quartier Cambacères, d'abord à l'est, puis à l'ouest en raison de contraintes liées à l'aéroport. Patatras: Saurel est battu, et Delafosse, le nouvel homme fort, n'en veut pas à Cambacères. L'un des arguments avancés: les Nicollin voulant adjoindre un casino au stade, la proximité du lycée Pierre-Mendès France condamnerait le projet...

- Delafosse préfère Ode, puisque le projet de centre commercial sur ce site, le long de la route de la mer, a été abandonné. Mais les parkings de l'Arena et du Parc expo, proches, et qui pourraient donc être utilisés les jours de match, sont très souvent occupés par les fans des concerts ou les visiteurs des salons. Adieu Ode...

- C'est là qu'on parle d'Odysseum, à son extrémité, après Ikea: or le lieu est déjà très fréquenté, ça sent l'embouteillage.

- Et voici donc pourquoi le premier site, à Lattes, entre les deux autoroutes, refait parler de lui. Ce lieu a des atouts, mais un inconvénient de taille: il est mal desservi. La station de tram la plus proche — Garcia Lorca, ligne 4 — est à environ 1 km, et les routes qui mènent à Saporta sont très étroites. Faudrait investir sur les voies d'accès...

- Alors, un sixième site? Même si ces tergiversations ne constituent pas une spécialité montpelliéraine — le projet de Groupama Stadium, le stade de l'Olympique Lyonnais, a mis neuf ans (2007-2016) pour devenir réalité —, faudrait pas que de guerre lasse le stade file à Lunel... ✘



## Police: une contre tous

➤ **TOUS LES DÉPUTÉS** de l'Hérault ont co-signé la lettre adressée fin août au ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin par le maire de Montpellier Michaël Delafosse pour demander des policiers supplémentaires. Tous? Sauf une. Patricia Mirallès, proche de l'ancien maire Philippe Saurel. Car elle comporte, selon elle, une "information erronée" sur les effectifs policiers, dont il est écrit qu'ils sont "inchangés depuis 2014": "Bernard Cazeneuve puis Gérard Collomb avaient acté 50 policiers supplémentaires à Montpellier", rappelle-t-elle. Réplique du nouvel adjoint à la tranquillité publique Sébastien Cote: "La préfecture, la DDSP, tous les acteurs de la sécurité publique ont confirmé les données de la lettre adressée à M. Darmanin. Il est regrettable que vous vous enfermiez seule dans une opposition stérile sur un sujet ô combien important pour Montpellier." Qui a raison? Qui a tort? "Ils ont tous les deux raison", estime Bruno Bartocetti, responsable régional du syndicat SGP/FO Police. "D'un côté, Montpellier a obtenu le renfort de 21 policiers à l'époque de Gérard Collomb pour la police de sécurité du quotidien. Mais de l'autre, une quinzaine de policiers de la sécurité publique ont été affectés aux renseignements territoriaux et d'autres sont partis en retraite. Les effectifs sont donc restés stables." Le syndicaliste, qui craint qu'une vingtaine de départs en retraite ne soient pas remplacés à Montpellier, estime qu'"il faudrait une trentaine d'effectifs supplémentaires à Montpellier pour bien fonctionner". Il "approuve" donc l'appel lancé par le maire. Sans donner tort à la députée... ✘

## Mouvements

- En poste depuis septembre 2014, **Alain Derey** quitte ses fonctions de directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier (Ensam): contrairement à la rumeur, il n'est pas poussé vers la sortie mais veut profiter d'une opportunité de responsabilités qui s'offre à lui à Montpellier, dans un autre domaine.

- Le CDD de l'Insoumis **Rhany Slimane**, colistier de la liste municipaliste Nous Sommes, puis du milliardaire Mohamed Altrad, n'est pas renouvelé par l'association socioculturelle dans laquelle il travaillait. "À cause de mon engagement", affirme-t-il. "Mais les responsables des pressions politiques sur l'asso ont commis une erreur: ils ont remis une pièce dans le juke-box."

- Deux sauréliennes retrouvent un siège d'élue: **Annie Yague** au conseil municipal, et **Stéphanie Jannin** au conseil de Métropole, suite à la démission « pour raisons personnelles » de Soune Serre, cadre à la SNCF, bombardée numéro deux sur la liste Saurel aux dernières municipales.

- **Stéphane Aventurier**, 44 ans, après les agences DDB et Alice à Paris, *Le Figaro* à Toulouse et *La Gazette-annonces légales* à Montpellier, est nommé gérant-directeur de la publication de *La Lettre M*, média spécialisé dans l'économie: il succède à Pierre Serre — cofondateur de *La Lettre M* il y a trente-six ans avec Annie Dalbin, Denis Pons et Henri-Marc Rossignol —, qui nourrit désormais de nouveaux projets. ✘